

invitation

Lisbonne

du 6 au 8 octobre 2016

Crise et gestion de crise au Portugal

Informations thématiques

VOLET FORMATION & RENCONTRES

La crise – La crise financière mondiale 2007-2008 pousse le Portugal aux bords du défaut de paiement. Pour stabiliser ses finances publiques le pays signe en 2011 un « Mémoire d'Entente » avec la troïka (CE, BCE et FMI). En contrepartie d'un prêt de 78 milliards d'euros, le gouvernement impose une série de plans d'austérité impliquant des changements économiques et politiques profonds. Après trois ans de récession, le pays renoue avec la croissance en 2014 et parvient à rembourser une partie de sa dette avant terme. Le Portugal est désormais cité comme en exemple pour sa capacité à gérer la crise. **La crise est-elle vraiment résorbée ? Quelles actions sont envisagées pour assurer la durabilité de la reprise économique en cours ? Que propose le nouveau gouvernement de gauche pour assurer la poursuite de la reprise tout en respectant ses engagements électoraux ?**

Les remèdes – Pour atteindre les objectifs fixés par la troïka les autorités portugaises introduisent de larges réformes. Sur le plan économique la priorité absolue est donnée à l'industrie d'exportation, au tourisme et à la privatisation d'entreprises publiques. En termes d'emploi le droit du travail portugais, autrefois le plus protecteur du monde, est libéralisé. Sur le plan institutionnel certaines compétences (santé publique, espaces verts, urbanisme) sont décentralisées aux municipalités et le nombre des paroisses (collectivités inframunicipales) réduit de 4 259 à 1 500. En créant le statut de « résident non habituel » le Portugal devient l'eldorado de la « silver économie » en incitant de nombreux retraités étrangers à s'y établir. **La priorité aux exportations se fait-elle au détriment de la consommation intérieure ? Quels sont les effets de la flexibilisation du marché de l'emploi sur la productivité des entreprises. La décentralisation administrative permet-elle des gains d'efficience en même temps qu'une réduction des dépenses publiques ? Le tourisme, la vente d'entreprises et l'arrivée de nombreux retraités permettent-ils de dynamiser le secteur productif ?**

Les effets – La résolution de la crise s'est faite au prix d'énormes sacrifices pour les citoyens et les employés publics: accroissement du taux de chômage à 12.7% à 16.5% (42.1% pour les 15-24 ans) entre 2011 et 2013, augmentation des cotisations sociales de 11% à 18%, hausse du prix de l'électricité de 44.3% entre 2010 et 2015, allongement du temps de travail de 35 à 40h par semaine et baisse des salaires des fonctionnaires de 3.5% à 10%. Sur le plan démographique le taux de natalité baisse pour devenir la plus faible dans l'UE. Le vieillissement de la population est aggravé par l'exode massif des jeunes (485 000 départs en 4 ans, soit près de 5 % de la population). **Quelles politiques sont mises en œuvre pour atténuer les effets du chômage, en particulier des jeunes ? La baisse du salaire des fonctionnaires est-elle compatible avec le principe de l'égalité de traitement des salariés des secteurs public et privé ? Quel rôle a joué le Tribunal constitutionnel dans la gestion de la crise ? Quelles actions sont proposées pour nouer des liens avec la diaspora portugaise, freiner l'émigration des jeunes et éviter le dépeuplement des régions rurales ?**

L'urbanisme lisboète – Depuis le séisme de 1775 et la destruction quasi-complète de Lisbonne, l'urbanisme figure traditionnellement parmi les priorités du gouvernement de la ville. Tenue à Lisbonne, l'Exposition universelle de 1998 laisse préfigurer un développement prometteur. L'élan est brisé par la crise financière. Les autorités municipales poursuivent néanmoins une politique urbanistique particulièrement inventive basée sur un mode de gouvernance très participative et une architecture innovante. Objectifs poursuivis : requalification du centre-ville, valorisation des espaces publics, réduction de la place des voitures privées, réhabilitation des rives du fleuve Tage, repeuplement de la ville qui a perdu 300 000 habitants en 30 ans... **Comment développer, avec des ressources limitées, un projet urbain susceptible de faire revenir les familles, les classes moyennes, les jeunes et les entreprises en ville? Quels choix opérer pour concilier la réhabilitation des bâtiments historiques avec l'audace des architectes lisboètes?**